



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 593/2021/DREAL/UD88 du - 2 JUIL. 2021
mettant en demeure la Communauté de Communes Terre d'Eau,
responsable de l'exploitation de la déchetterie de Contréxeville
située Ancienne route de Bulgnéville, site de la Chaille à Contréxeville (88140)
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 et le livre V, titre Ier du code de l'environnement et notamment son article L.514-5 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le récépissé de déclaration pour la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées délivré en date du 7 juillet 2008 ;
- Vu le rapport en date du 26 avril 2013 de l'inspection des installations classées actant le bénéfice de l'antériorité pour le site qui relève alors du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu le rapport en date du 19 mai 2021, de l'inspection des installations classées, transmis à la Communauté de Communes Terre d'Eau, qui exploite la déchetterie de Contréxeville, par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la Communauté de Communes Terre d'Eau, qui exploite la déchetterie de Contréxeville, en date du 26 mai 2021 ;
- Considérant l'absence de plan des ateliers et des stockages indiquant pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques), l'absence de registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, l'absence de consignes de maintenance avec une fréquence de vérifications de maintenance et des tests, la non-conformité des moyens de défense incendie, l'absence d'affichage des consignes d'exploitation, l'absence de justification des capacités de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, l'absence de vidange et curage annuel du séparateur d'hydrocarbures, l'absence d'analyse des eaux résiduaires rejetées, en contradiction avec les prescriptions imposées pour une déchetterie ;
- Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 10, 11, 20, 21, 24, 29, 32, 38 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté de Communes Terre d'Eau, qui exploite la déchetterie de Contréxeville, de respecter les prescriptions des articles 10, 11, 20, 21, 24, 29, 32, 38 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ;

Considérant que la Communauté de Communes Terre d'Eau n'a émis aucune observation au projet d'arrêté de mise en demeure, transmis le 26 mai 2021 par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La Communauté de Communes Terre d'Eau, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de la déchetterie de Contréxeville, dont les installations sont situées Ancienne route de Bulgnéville, site de la Chaille à Contréxeville (88140), les prescriptions des articles 10, 11, 20, 21, 24, 29, 32, 38 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour ce faire, l'exploitant doit :

- Réaliser le plan des ateliers et des stockages indiquant pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques),
- Mettre en place un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus,
- Mettre en place les consignes de maintenance avec une fréquence de vérifications de maintenance et des tests,
- Mettre en conformité ses moyens de défense incendie,
- Afficher les consignes d'exploitation,
- Justifier des capacités de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie,
- Faire réaliser la vidange et curage annuel du séparateur d'hydrocarbures,
- Faire réaliser une analyse des eaux résiduaires rejetées.

Article 2 - La Communauté de Communes Terre d'Eau, informera le Préfet des Vosges et l'inspection des installations classées de la réalisation des mises en conformités stipulées à l'article 1 et transmettra les justificatifs adéquats dans un délai d'un mois après la fin des obligations susvisées.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de Communes Terre d'Eau, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Contréxeville et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le **- 2 JUL. 2021**

Le Préfet,



Yves SEGUY

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.